



Déclaration de la FSU au CTSD du mercredi 23 janvier 2013

Après 5 ans de suppressions de postes qui ont abouti en 2012 à une rentrée catastrophique, avec des conditions d'études pour nos élèves et de travail pour nos collègues fortement dégradées, l'annonce de la création de 21 ETP pour 2013 apparaît comme une bouffée d'air plus qu'attendue par une profession asphyxiée.

Cependant, du fait de la croissance continue du nombre d'élèves du département, cette augmentation ne nous permet pas de retrouver un taux d'encadrement (H/E) autour de 1,30 comme dans les années 2 000. Nous sommes donc loin du compte pour retrouver des conditions de travail supportables.

L'augmentation du seuil de 5ème hors RRS prouve d'ailleurs bien que ces 21 ETP supplémentaires sont largement insuffisants : plusieurs établissements se trouvent d'ores et déjà à la limite. Nos classes sont surchargées et, une fois de plus, les effets de seuil sont particulièrement dommageables pour les gros établissements (en 5e et 4e aux Perrières, en 5e et 3e à Bourg St Andéol, en 5e et 3e à Guilhaud Granges, en 6e et 5e à Tournon, en 5e à Privas). La situation au Pouzin en 6e et à Largentière en 5e est aussi préoccupante. D'autre part, l'affectation d'un deuxième CPE au Collège des Perrières, qui compte 870 élèves, devient plus qu'urgente.

Le taux d'HSA reste inchangé par rapport à l'an dernier alors qu'il sera toujours aussi difficile d'absorber ces heures. Les collègues, croulant déjà sous une multitude de tâches connexes (socle commun, gestion de l'orientation...) et devant s'accommoder de classes toujours plus surchargées, ne veulent tout simplement pas d'heure supplémentaire. Cette année encore, pour faire absorber ce volume d'HSA, le Recteur a incité les chefs d'établissements à refuser les temps partiels sur autorisation, alors que nous savons que les collègues qui souhaitent exercer à temps partiel, le font non pas pour le plaisir de réduire leurs revenus mais bien pour préserver la qualité de leur travail. Pour les Segpa, où ces heures ne peuvent être imposées à nos collègues PE, qui va assurer les 7% d'heures supplémentaires prévues ? Si personne ne les assure, les élèves seront-ils privés d'une partie des enseignements qui leur sont dus ?

Par ailleurs, nous sommes particulièrement inquiets de la suppression de deux divisions en Segpa qui semble remettre à l'ordre du jour la politique de mise à mort de la filière par l'assèchement du recrutement. A l'heure actuelle, les Segpa ne sont pas en mesure d'accueillir tous les élèves qui relèvent de cette structure. Une prise en compte des besoins réels des bassins semble indispensable avant l'attribution des moyens.

Si nous notons un changement de cap et de discours, force est de constater que la rentrée 2013 en Ardèche n'améliorera pas les conditions de travail des personnels ni celles d'études des élèves, au détriment d'une réelle démocratisation de l'école.